

Art. 36. De Ministers worden, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 26 juli 2004.

De Minister-Présidente,
belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
F. LAANAN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
C. EERDEKENS

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
C. FONCK

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 4037

[2004/202943]

**27 AOUT 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant règlement du fonctionnement du Gouvernement**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de permettre au gouvernement de fonctionner de la façon la plus efficace possible; que cette nécessité implique l'entrée en vigueur des présentes dispositions dans les plus brefs délais;

Vu la délibération du Gouvernement du 26 juillet 2004 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai de cinq jours;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 37.595/2/V donné en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées par la loi du 4 août 1996, par la loi du 8 septembre 1997 et par la loi du 2 avril 2003.

Sur la proposition de la Ministre-Présidente,

Arrête :

Article 1^{er}. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, le Gouvernement de la Communauté française délibère collégalement selon la procédure du consensus et définit les orientations politiques dans les matières qui relèvent de la compétence de la Communauté française.

Le Gouvernement constitue un Conseil des Ministres restreint composé de la Ministre-Présidente et des Vice-Présidents. Il se réunit avant le Gouvernement à l'initiative de la Ministre-Présidente qui en arrête l'ordre du jour. Il peut être élargi à la présence d'un Ministre fonctionnel.

Art. 2. § 1^{er}. Le Gouvernement de la Communauté française délibère valablement des points prévus à l'ordre du jour si plus de la moitié de ses membres sont présents.

§ 2. Seul(s) le(s) Ministre(s) ou la Ministre-Présidente peuvent demander l'inscription d'un point à l'ordre du jour.

§ 3. L'ordre du jour est établi par la Ministre-Présidente.

§ 4. Ne sont systématiquement pas inscrits à l'ordre du jour, sauf urgence dûment justifiée :

- les points pour lesquels l'avis de l'Inspection des Finances n'est pas joint.

Ne sont pas traités en séance du Gouvernement de la Communauté française, sauf urgence dûment justifiée :

- les points pour lesquels l'avis du Ministre de la Fonction publique n'est pas joint si un tel avis est requis;

- les points pour lesquels l'avis du Ministre du Budget n'est pas joint, si un tel avis est requis.

§ 5. Les points non inscrits à l'ordre du jour ne sont pas pris en considération, sauf urgence dûment justifiée.

§ 6. Un Ministre peut demander l'évocation de toute affaire relevant d'une matière déléguée.

§ 7. Le report d'un point peut être demandé avant la séance par un membre dont l'absence est justifiée.

Art. 3. § 1^{er}. Le Gouvernement de la Communauté française délibère de tout projet de décret et d'arrêté réglementaire relatif aux matières qui relèvent de la compétence de la Communauté française.

§ 2. Le Gouvernement de la Communauté française évoque toute proposition de décret déposée au Parlement de la Communauté française.

§ 3. Il délibère, en outre, dans les cas prévus aux §§ 2 et 3 de l'article 83 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

§ 4. a) Il délibère également de toute proposition ayant fait l'objet d'un avis défavorable de l'Inspection des finances ou n'ayant pas recueilli l'accord du Ministre du Budget ou du Ministre de la Fonction publique lorsque celui-ci est requis;

b) Pour les décisions qui ne requièrent pas de délibération du Gouvernement, l'accord du Ministre du Budget ou du Ministre de la Fonction publique, s'il est requis, est réputé acquis s'il n'est pas transmis dans les quinze jours ouvrables à dater de la réception de l'avis de l'Inspection des Finances.

Art. 4. § 1^{er}. Le Gouvernement adopte tout projet de décret relatif au budget de la Communauté française et règle l'affectation des crédits destinés à couvrir les dépenses de la Communauté française.

§ 2. Il exerce, pour les dépenses à charge du budget de la Communauté française, les attributions que l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire donne au Conseil des Ministres pour les dépenses à charge du budget de l'Etat.

§ 3. Trimestriellement, une situation budgétaire complète tant en ce qui concerne les engagements et les ordonnancements que les situations des recettes et des dépenses, est transmise à chacun des membres du Gouvernement de la Communauté française par le Ministre du Budget dans un délai de quinze jours après expiration de la période concernée.

La situation comporte une annexe relative au programme d'investissement.

§ 4. Chaque Ministre a un accès direct à la comptabilité des engagements et des ordonnancements.

Art. 5. Le Ministre du Budget est chargé d'élaborer et de présenter conjointement avec le Ministre fonctionnellement compétent le projet de délibération tendant à autoriser l'engagement, l'ordonnement et le paiement des dépenses au-delà des crédits votés ou en cas de refus de visa de la Cour des comptes, sans préjudice des dispositions relatives à la redistribution des allocations de base.

Art. 6. § 1^{er}. Le Gouvernement de la Communauté française délibère de tout projet ou proposition de création, de décentralisation, de déconcentration ou de restructuration des services, organismes et institutions publics qui sont chargés de l'exécution de la politique de la Communauté française, en ce compris les organismes fonctionnant uniquement ou partiellement au moyen de subventions à charge du budget de la Communauté française.

§ 2. En ce qui concerne les agents des services du Gouvernement :

1. le Ministre de la Fonction publique est seul compétent pour les arrêtés à caractère organique et réglementaire;

2. le Ministre de la Fonction publique est compétent, d'initiative ou à la demande du Ministre fonctionnellement compétent, cosignataire, pour les matières ci-après :

a) l'octroi des délégations à l'Administration;

b) l'exécution des décisions relatives au cadre et au règlement organique;

c) à l'exception des rangs 15, 16 et 17, qui font l'objet d'une délibération du Gouvernement, les déclarations de vacance d'emploi, ainsi que les nominations ou promotions au sein du Ministère et dans les organismes d'intérêt public du type A.

§ 3. Le Ministre fonctionnellement compétent est saisi des rapports d'activités, comptes annuels et bilans financiers des associations sans but lucratif qui sont l'émanation de la Communauté française.

Copie est transmise à la Ministre-Présidente et au Ministre du Budget.

Le Gouvernement décide de la constitution de nouvelles ASBL qui sont l'émanation de la Communauté française.

§ 4. Ne donnent pas lieu à délibération du Gouvernement, les actes à portée individuelle (y compris les sanctions et procédures disciplinaires) concernant les membres des personnels des établissements d'enseignement, des services d'inspection et des centres PMS.

§ 5. En ce qui concerne les promotions, l'octroi des fonctions supérieures et autres dispositions relatives au statut du personnel des administrations, les décisions sont prises par le Ministre de la Fonction publique, sur proposition des Ministres fonctionnellement responsables et ce, en concertation avec eux.

En l'absence prolongée de proposition sur les décisions à prendre concernant ce personnel, le Ministre de la Fonction publique, après avertissement préalable, agira d'initiative.

Art. 7. 1^o En ce qui concerne la formation en cours de carrière, chaque Ministre l'organise pour le niveau d'enseignement pour lequel il est responsable.

2^o Chaque Ministre est habilité à adresser des injonctions aux Inspecteurs relevant du niveau d'enseignement dont il est responsable.

3^o En ce qui concerne la recherche, si, ponctuellement, un programme de recherche concerne la recherche fondamentale et la recherche appliquée, il y aura concertation à ce propos entre la Ministre chargée de la recherche scientifique d'une part, et le Ministre fonctionnellement concerné par la recherche appliquée d'autre part.

Art. 8. Les programmes d'investissements matériels couvrant une ou plusieurs années font l'objet d'une délibération du Gouvernement de la Communauté française avant l'adoption des projets de budget.

Ces programmes comportent notamment l'indication précise du montant des aides et subventions ou l'estimation des travaux, fournitures et services, leur destination et, s'il échet, celle de leurs bénéficiaires.

Cet article ne concerne pas les bâtiments scolaires, le programme d'urgence et le programme pour les travaux de première nécessité pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française, le Fonds de garantie des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel et libre et le Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné.

Art. 9. Tout projet de circulaire ou de directive à portée générale est cosigné par la Ministre-Présidente.

Art. 10. Lorsque la Communauté française est soit associée à la conception ou à l'élaboration d'une politique, soit représentée au sein des organes ou organismes qui en sont chargés, le Gouvernement de la Communauté française arrête les éléments de la politique de la Communauté française, désigne ses représentants auprès de ces organes ou organismes, leur donne toute directive nécessaire et reçoit leurs rapports.

Art. 11. § 1^{er}. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, le Gouvernement de la Communauté française est seul qualifié pour émettre au nom de la Communauté française un avis à l'intention des pouvoirs ou organismes fédéraux, communautaires, européens ou internationaux ainsi que pour leur adresser un rapport ou une demande.

§ 2. La Ministre-Présidente coordonne toute procédure d'avis, de concertation, d'association, de contentieux ou de coopération avec l'Etat fédéral, les entités fédérées ou les institutions européennes et internationales.

Ces procédures sont préparées conjointement par la Ministre-Présidente et le Ministre fonctionnellement compétent.

§ 3. Le Gouvernement de la Communauté française délibère sur les modalités générales des projets de traité et d'accord de coopération, sur présentation de la Ministre-Présidente ou conjointement avec la Ministre chargée des Relations internationales s'il s'agit de projets de traité ou d'accord de coopération à caractère international.

§ 4. Préalablement à leur approbation par le Gouvernement de la Communauté française, les traités et accords de coopération sont préparés conjointement par la Ministre-Présidente et le Ministre fonctionnellement compétent ou conjointement par la Ministre chargée des Relations internationales et le Ministre fonctionnellement compétent s'il s'agit de projets de traité ou d'accord de coopération à caractère international.

Le Gouvernement de la Communauté française fixe la date d'entrée en vigueur de ces traités et accords.

Art. 12. Ne donnent pas lieu à délibération du Gouvernement :

- 1° l'octroi de crédits qui ont fait l'objet d'une inscription nominative au budget de la Communauté française;
- 2° les arrêtés de subvention à charge du budget dont le libellé identifie le seul bénéficiaire;
- 3° les investissements des institutions universitaires organisés par la Communauté française;
- 4° l'octroi de subventions et les contrats de services à imputer sur le budget des dépenses courantes, dont le montant cumulé, sur un même exercice, en faveur d'un même bénéficiaire, est inférieur à (250 000 EUR);
- 5° les promesses de principe ainsi que l'octroi de subventions à imputer sur le budget des dépenses de capital, dont le montant cumulé, sur un même exercice, en faveur d'un même bénéficiaire, est inférieur à (750 000 EUR);
- 6° les investissements directs dont le montant est inférieur à (750 000 EUR);
- 7° les engagements et liquidations de subventions et allocations de fonctionnement en matière d'enseignement, de caractère obligatoire et automatique, quel que soit leur montant, si la détermination de celui-ci est fixée par des dispositions légales, décrétales ou réglementaires;
- 8° les engagements et liquidations d'autres subventions de caractère obligatoire et automatique, quel que soit leur montant, si la détermination de celui-ci est fixée par des dispositions légales, décrétales ou réglementaires, sans possibilité d'intervention du Ministre responsable, ni sur le principe de l'octroi du subside, ni sur le montant de celui-ci;
- 9° à l'exception des présidents et vice-présidents, les membres des Chambres de recours et des commissions paritaires dans l'enseignement, proposés par les organisations représentatives des travailleurs et les pouvoirs organisateurs sont désignés par le Ministre de la Fonction publique, en concertation avec les Ministres compétents.
- 10° a) la composition, le fonctionnement et la désignation des membres des commissions consultatives, des conseils supérieurs et conseils d'avis;

b) toutefois, à la fin de chaque année civile, une liste est communiquée au Gouvernement reprenant les engagements de dépenses courantes, les promesses de principe et les engagements de dépenses de capital inférieurs à (750 000 EUR) et supérieurs à (125 000 EUR), ainsi que l'énumération des nouveaux services et institutions agréés et subsidiés en application des dispositions décrétales ou réglementaires.

Le présent paragraphe ne concerne pas les dépenses en matière de bâtiments scolaires, ni celles des organismes d'intérêt public de type B, ni celles des organismes soumis à un contrat de gestion, ni celle des associations sans but lucratif qui sont l'émanation de la Communauté française;

Art. 13. § 1^{er}. Est soumis à l'accord du Gouvernement : le choix du mode de passation et la passation des marchés pour les travaux, fournitures et services dont l'estimation ou le montant hors TVA est supérieur au montant figurant au tableau suivant :

	Adjudication publique ou appel d'offres général	Adjudication restreinte ou appel d'offres restreint	Procédure négociée
Travaux	[7 500 000 EUR]	[1 625 000 EUR]	[500 000 EUR]
Fournitures	[5 000 000 EUR]	[500 000 EUR]	[300 000 EUR]
Services	[1 500 000 EUR]	[250 000 EUR]	[125 000 EUR]
<ACF 2001-11-08/51, art. 18, 002; En vigueur : 01-01-2002>			

La procédure prévue par l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services reste d'application, étant entendu que le Gouvernement et la Ministre-Présidente remplacent respectivement le Comité ministériel et le Premier Ministre.

§ 2. Les observations de la Cour des comptes sont immédiatement transmises aux Ministres.

§ 3. Le Ministre du Budget et le Ministre de la Fonction publique exercent respectivement les compétences du Ministre des Finances et du Ministre de la Fonction publique décrites dans la réglementation sur le contrôle administratif et budgétaire.

Ils donnent leur accord dans un délai de quinze jours ouvrables.

§ 4. Les crédits affectés aux infrastructures resteront individualisés.

Le Ministre fonctionnel est l'ordonnateur primaire des crédits d'infrastructure et agit d'initiative.

§ 5. La tutelle visée à l'article 6, 10, de l'arrêté du Gouvernement du 26 juillet 2004 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française ne comprend pas l'autorité sur les administrateurs de la Commission communautaire française au sein de la société publique d'administration des bâtiments scolaires bruxellois. Cette tutelle est visée à l'article 2, 9, 3) de l'arrêté du Gouvernement du 26 juillet 2004 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française

Art. 14. Dans les matières qui leur sont attribuées, les Ministres ont délégation pour appliquer, sans préjudice des autres dispositions prévues par le présent arrêté, les lois, décrets, arrêtés, règlements et circulaires.

Les Ministres ont délégation pour prendre des arrêtés d'agrément dans les matières qui relèvent de leur compétence, sans préjudice des autres dispositions prévues par le présent arrêté.

Art. 15. Sur proposition du Ministre du Budget, le Gouvernement concrétise les aspects budgétaires de l'article 138 de la Constitution.

Art. 16. Dès lors qu'un point relevant de la compétence d'un Ministre fait l'objet d'un différend avec un ou des autres Ministres, celui-ci est traité de la manière suivante :

- 1° échange de courrier;
- 2° réunions de conciliation;
- 3° communication au Gouvernement;
- 4° évocation : dans ce cas, le point évoqué doit faire l'objet d'une décision du Gouvernement.

Art. 17. La Ministre-Présidente diffuse à tous les autres Ministres les recours qui lui sont transmis par le greffe de la Cour d'Arbitrage.

L'affaire est inscrite à l'ordre du jour du Gouvernement s'il apparaît nécessaire que la Communauté française intervienne dans la procédure.

Le Ministre fonctionnellement compétent désigne un avocat.

Art. 18. L'autorité sur les services communs de l'Administration est confiée au Ministre de la Fonction publique, sans préjudice de l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement du 26 juillet 2004 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 19. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juillet 1999 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement est abrogé.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de publication au Moniteur.

Art. 21. Les Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 août 2004.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, en charge de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président, Ministre du Budget et des Finances,
M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,
C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 4037

[2004/202943]

27 AUGUSTUS 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende regeling van haar werking

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Regering de mogelijkheid moet krijgen om zo doeltreffend mogelijk te werken; dat dit de inwerkingtreding van deze bepalingen binnen de kortste termijn noodzakelijk maakt;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 26 juli 2004 over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van vijf dagen;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 37.595/2/V, gegeven met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996, bij de wet van 8 september 1997 en bij de wet van 2 april 2003;

Op de voordracht van de Minister-Présidente,

Besluit :

Artikel 1. Onverminderd de delegaties die zij aan haar leden verleent, beraadslaagt en beslist de Regering collegiaal volgens de consensusprocedure en bepaalt zij de beleidskoersen in de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap behoren.

De Regering stelt een beperkte Ministerraad samen die bestaat uit de Minister-Présidente en de Vice-Présidenten. Hij vergadert vóór de Regering op initiatief van de Minister-Présidente, die er de agenda van vaststelt. Hij kan worden uitgebreid tot één functioneel bevoegde Minister.

Art. 2. § 1. De Regering van de Franse Gemeenschap beraadslaagt en beslist geldig over de punten bepaald op de agenda, indien meer dan de helft van haar leden aanwezig is.

§ 2. Alleen de Minister(s) of de Minister-Présidente kan/kunnen vragen dat een punt op de agenda wordt geplaatst.

§ 3. De agenda wordt door de Minister-Présidente opgemaakt.

§ 4. Op de agenda worden systematisch niet geplaatst, behalve behoorlijk gemotiveerde dringende noodzakelijkheid :
- de punten waarvoor het advies van de Inspectie van Financiën niet wordt gevoegd.

Bij een vergadering van de Regering van de Franse Gemeenschap worden niet behandeld, behalve behoorlijk gemotiveerde dringende noodzakelijkheid :

- de punten waarvoor het advies van de Minister van Ambtenarenzaken niet gevoegd is, als dat advies vereist is;
- de punten waarvoor het advies van de Minister van Begroting niet gevoegd is, als dat advies vereist is.

§ 5. De punten die niet op de agenda geplaatst zijn, worden niet in aanmerking genomen, behalve behoorlijk gemotiveerde dringende noodzakelijkheid.

§ 6. Een Minister kan elke zaak aan zich trekken die tot een gedelegeerde bevoegdheid behoort.

§ 7. Het uitstellen van een punt kan vóór de vergadering worden aangevraagd door een lid waarvan de aanwezigheid gewettigd is.

Art. 3. § 1. De Regering van de Franse Gemeenschap beraadslaagt en beslist over elk ontwerp van decreet en van besluit betreffende de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap behoren.

§ 2. De Regering van de Franse Gemeenschap onderzoekt elk voorstel van decreet dat in het Parlement van de Franse Gemeenschap wordt ingediend.

§ 3. Zij beraadslaagt en beslist, bovendien, over de gevallen bepaald in de §§ 2 en 3 van artikel 83 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

§ 4. a) Zij beraadslaagt en beslist eveneens over elk voorstel waarover de Inspectie van Financiën een ongunstig advies heeft uitgebracht of waarvoor de Minister van Begroting of de Minister van Ambtenarenzaken zijn toestemming niet heeft verleend, wanneer deze vereist is;

b) Voor de beslissingen waarvoor geen beraadslaging van de Regering vereist is, wordt de toestemming van de Minister van Begroting of van de Minister van Ambtenarenzaken, indien deze vereist is, als verleend geacht, als die niet binnen de vijftien werkdagen na de ontvangst van het advies van de Inspectie van Financiën wordt overgezonden.

Art. 4. § 1. De Regering keurt elk ontwerp van decreet betreffende de begroting van de Franse Gemeenschap goed en regelt de bestemming van de kredieten die de uitgaven van de Franse Gemeenschap moeten dekken.

§ 2. Zij oefent, voor de uitgaven ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap, de bevoegdheden uit die bij het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole worden toegekend aan de Ministerraad voor de uitgaven ten laste van de begroting van de Staat.

§ 3. Driemaandelijks wordt een volledige begrotingsstaat, zowel betreffende de vastleggingen en de ordonnanceringen als betreffende de ontvangsten en uitgaven, aan elk van de leden van de Regering van de Franse Gemeenschap door de Minister van Begroting overgezonden binnen een termijn van vijftien dagen na het verstrijken van de betrokken periode. De staat omvat een bijlage betreffende het investeringsprogramma.

§ 4. Iedere Minister heeft een rechtstreekse toegang tot de comptabiliteit van de vastleggingen en ordonnanceringen.

Art. 5. De Minister van Begroting wordt belast met het opmaken en voorstellen, gezamenlijk met de functioneel bevoegde Minister, van het ontwerp van beslissing tot goedkeuring van de vastlegging, de ordonnanciering en de betaling van de uitgaven boven de gestemde kredieten of bij weigering van een visum door het Rekenhof, onverminderd de bepalingen betreffende de herverdeling van de basisallocaties.

Art. 6. § 1. De Regering van de Franse Gemeenschap beraadslaagt en beslist over elk ontwerp of voorstel van oprichting, decentralisatie, deconcentratie of herstructurering van de overheidsdiensten en -instellingen die belast zijn met de uitvoering van het beleid van de Franse Gemeenschap, met inbegrip van de instellingen die uitsluitend of gedeeltelijk werken door middel van subsidies ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap.

§ 2. Wat de ambtenaren van de diensten van de Regering betreft :

1. enkel de Minister van Ambtenarenzaken is bevoegd voor de besluiten met een organiek en reglementair karakter;

2. de Minister van Ambtenarenzaken is bevoegd, op eigen initiatief of op aanvraag van de medeondertekenende functioneel bevoegde Minister, voor de hierna vermelde aangelegenheden :

a) de toekenning van delegaties aan de Administratie;

b) de uitvoering van de beslissingen betreffende de personeelsformatie en het organiek reglement;

c) met uitzondering van de rangen 15, 16 en 17, waarover de Regering moet beraadslagen, de bekendmaking van openstaande betrekkingen, alsook de benoemingen of bevorderingen binnen het Ministerie en binnen de instellingen van openbaar nut van het type A.

§ 3. Aan de functioneel bevoegde Minister worden de activiteitenverslagen, jaarrekeningen en financiële balansen van de verenigingen zonder winstoogmerk voorgelegd die onder de Franse Gemeenschap ressorteren.

Er wordt een afschrift aan de Minister-Presidente en aan de Minister van Begroting overgezonden.

De Regering beslist over de oprichting van nieuwe VZW's die onder de Franse Gemeenschap ressorteren.

§ 4. De Regering beraadslaagt en beslist niet over de akten met een persoonlijke strekking (met inbegrip van de tuchtsancties en procedures) betreffende de personeelsleden van de onderwijsinstellingen, de inspectiediensten en de PMS-centra.

§ 5. Wat de bevorderingen, de toekenning van een hoger ambt en andere bepalingen betreffende het statuut van het personeel van de administraties betreft, worden de beslissingen door de Minister van Ambtenarenzaken genomen, op de voordracht van de functioneel verantwoordelijke Ministers, in overleg met hen.

Als een voorstel over de beslissingen die betreffende dat personeel te nemen zijn te lang op zich laat wachten, dan zal de Minister van Ambtenarenzaken, na voorafgaande verwittiging, op eigen initiatief een voorstel formuleren.

Art. 7. 1° Wat de opleiding tijdens de loopbaan betreft, organiseert iedere Minister die opleiding voor het onderwijsniveau waarvoor hij bevoegd is.

2° Iedere Minister is gemachtigd om bevelen te geven aan de Inspecteurs die behoren tot het onderwijsniveau waarvoor hij bevoegd is.

3° Wat het onderzoek betreft, indien een onderzoeksprogramma betrekking heeft op een welbepaald punt van het fundamenteel onderzoek en het toegepast onderzoek, zal er hierover overleg gepleegd worden tussen de Minister van wetenschappelijk onderzoek, enerzijds, en de functionele Minister van toegepast onderzoek, anderzijds.

Art. 8. Over de programma's voor materiële investeringen die één of meer jaren dekken wordt in de Regering van de Franse Gemeenschap beraadslaagd vóór de goedkeuring van de begrotingsontwerpen.

Die programma's omvatten inzonderheid de nauwkeurige vermelding van het bedrag van de steungelden en subsidies of de raming van de werken, leveringen en diensten, hun bestemming en, in voorkomend geval, de vermelding van hun begunstigden.

Dit artikel is niet van toepassing op de schoolgebouwen, het urgentieprogramma en het programma voor dringende werken voor de schoolgebouwen van het basisonderwijs en van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde secundair onderwijs, het Waarborgfonds voor schoolgebouwen van het officieel en vrij onderwijs en het Fonds voor Schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs.

Art. 9. Elk ontwerp van omzendbrief of richtlijn met een algemene strekking wordt door de Minister-Présidente medeondertekend.

Art. 10. Wanneer de Franse Gemeenschap ofwel betrokken wordt bij het ontwerpen of uitstippelen van een beleid, ofwel vertegenwoordigd wordt binnen de organen of instellingen die ermee belast worden, stelt de Regering van de Franse Gemeenschap de bestanddelen van het beleid van de Franse Gemeenschap vast, stelt zij haar vertegenwoordigers bij die organen of instellingen aan, geeft zij hun alle nodige onderrichtingen en ontvangt zij hun verslagen.

Art. 11. § 1. Onverminderd de delegaties die zij aan haar leden toekent, is enkel de Regering van de Franse Gemeenschap bevoegd om, in naam van de Franse Gemeenschap, een advies uit te brengen ten aanzien van de federale, Gemeenschaps-, Europese of internationale overheden of instellingen alsook om hun een verslag of een aanvraag mee te delen.

§ 2. De Minister-Présidente coördineert elke procedure inzake advies, overleg, vereniging, geschillen of samenwerking met de federale Staat, de deelstaten of de Europese en internationale instellingen.

Die procedures worden gezamenlijk door de Minister-Présidente en de functioneel bevoegde Minister voorbereid.

§ 3. De Regering van de Franse Gemeenschap beraadslaagt en beslist over de algemene regels betreffende de ontwerpen van verdrag en samenwerkingsakkoord, op de voordracht van de Minister-Présidente of gezamenlijk met de Minister belast met de internationale betrekkingen, als het gaat om ontwerpen van verdrag of samenwerkingsakkoord met een internationale strekking.

§ 4. Voordat de verdragen en samenwerkingsakkoorden door de Regering van de Franse Gemeenschap worden goedgekeurd, worden ze gezamenlijk door de Minister-Présidente en de functioneel bevoegde Minister voorbereid of gezamenlijk door de Minister belast met de internationale betrekkingen en de functioneel bevoegde Minister, als het gaat om ontwerpen van verdrag of samenwerkingsakkoord met een internationale strekking.

De Regering van de Franse Gemeenschap stelt de datum van inwerkingtreding van die verdragen en akkoorden vast.

Art. 12. De Regering beraadslaagt en beslist niet over :

1° de toekenning van kredieten die nominatief ingeschreven zijn op de begroting van de Franse Gemeenschap;

2° de besluiten tot toekenning van een subsidie ten laste van de begroting waarvan het opschrift alleen de naam vermeldt van de persoon die de subsidie geniet;

3° de investeringen van de universitaire instellingen die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd;

4° de toekenning van subsidies en de contracten voor dienstverlening die aan te rekenen zijn op de begroting van de gewone uitgaven, waarvan het gecumuleerd bedrag, over eenzelfde boekjaar en voor eenzelfde begunstigde, lager is dan 250.000 EUR;

5° de principiële beloften alsook de toekenning van subsidies die aan te rekenen zijn op de begroting van de kapitaaluitgaven, waarvan het gecumuleerd bedrag, over eenzelfde boekjaar en voor eenzelfde begunstigde, lager is dan 750.000 EUR;

6° de rechtstreekse investeringen waarvan het bedrag lager is dan 750.000 EUR;

7° de vastleggingen en uitbetaling van de verplichte en automatische werkingssubsidies en -toelagen voor het onderwijs, ongeacht hun bedrag, zolang de bepaling van dit bedrag is vastgesteld door wets-, decreet- of verordeningsbepalingen;

8° de vastleggingen en uitbetaling van andere verplichte en automatische subsidies, ongeacht hun bedrag, zolang de bepaling van dit bedrag is vastgesteld door wets-, decreet- of verordeningsbepalingen, zonder dat de verantwoordelijke Minister zou kunnen optreden noch voor het toekennen van de subsidie noch voor de bepaling van het bedrag ervan;

9° behoudens de voorzitters en ondervoorzitters worden de leden van de raden van beroep en van de paritaire commissies in het onderwijs, voorgedragen door de representatieve werknemersorganisaties en de inrichtende machten, aangesteld door de Minister van Ambtenarenzaken, in overleg met de bevoegde Ministers.

10° a) de samenstelling, de werking en de aanstelling van de leden van de adviescommissies, de hoge raden en de adviesraden;

b) op het einde van elk kalenderjaar wordt evenwel een lijst bezorgd aan de Regering houdende vermelding van de vastleggingen inzake gewone uitgaven, principiële beloften en de vastleggingen inzake kapitaaluitgaven die lager zijn dan 750.000 EUR en hoger zijn dan 125.000 EUR, alsook de opsomming van de nieuwe dienstverleningen en instellingen die worden erkend en gesubsidieerd met toepassing van de decreet- of verordeningsbepalingen.

Deze paragraaf is niet van toepassing op de uitgaven van de schoolgebouwen, van de instellingen van openbaar nut van het type B, van de instellingen die onderworpen zijn aan een beheerscontract, van de verenigingen zonder winstoogmerk die onder de Franse Gemeenschap ressorteren;

Art. 13. § 1. Aan de toestemming van de Regering wordt onderworpen : de keuze van de wijze van gunning en de gunning zelf van de overheidsopdrachten voor de aanneming van werken, leveringen en diensten waarvan de raming of het bedrag (BTW exclusief) hoger ligt dan de in onderstaande tabel overgenomen bedragen :

	Openbare aanbesteding of algemene offerte-aanvraag	Bepaalde aanbesteding of bepaalde offerte-aanvraag	Onderhandse opdracht
Werken	(7 500 000 EUR)	(1 625 000 EUR)	(500 000 EUR)
Leveringen	(5 000 000 EUR)	(500 000 EUR)	(300 000 EUR)
Diensten	(1 500 000 EUR)	(250 000 EUR)	(125 000 EUR)
< BFG 2001-11-08/51, art. 18, 002; Inwerkingtreding : 01-01-2002 >			

De procedure die beschreven is in het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken blijft van toepassing, met dien verstande dat de Regering en de Minister-Presidente in de plaats treden van respectievelijk het Ministerieel Comité en de Eerste Minister.

§ 2. De opmerkingen van het Rekenhof worden onmiddellijk verzonden naar de Ministers.

§ 3. De Minister van Begroting en de Minister van Ambtenarenzaken oefenen respectievelijk de bevoegdheden uit van de Minister van Financiën en de Minister van Ambtenarenzaken die zijn omschreven in het reglement aangaande de administratieve en begrotingscontrole.

Ze verlenen hun goedkeuring binnen vijftien werkdagen.

§ 4. De kredieten voor de infrastructures blijven geïndividualiseerd.

De functionele Minister is de oorspronkelijke ordonnateur voor de infrastructuurkredieten en handelt op eigen initiatief.

§ 5. Het toezicht bedoeld in artikel 6, 10, van het besluit van de Regering van 26 juli 2004 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap omvat niet het gezag over de bestuurders van de Franse Gemeenschapscommissie binnen het overheidsbedrijf voor het bestuur van de Brusselse schoolgebouwen. Dat toezicht wordt bedoeld in artikel 2, 9, 3) van het besluit van de Regering van 26 juli 2004 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 14. Voor de aangelegenheden die hun worden toegewezen, hebben de Ministers volmacht om, onverminderd de andere bepalingen bepaald bij dit besluit, de wetten, decreten, besluiten, verordeningen en omzendbrieven toe te passen.

De Ministers hebben volmacht om erkenningsbesluiten te nemen in de aangelegenheden die tot hun bevoegdheid behoren, onverminderd de andere bepalingen bedoeld bij dit besluit.

Art. 15. Op de voordracht van de Minister van Begroting brengt de Regering de begrotingsaspecten van artikel 138 van de Grondwet ten uitvoer.

Art. 16. Wanneer een punt van een Minister op verzet stuit van één of meer Ministers, wordt dit punt als volgt behandeld :

1° briefwisseling;

2° bemiddelingsvergadering;

3° mededeling aan de Regering;

4° aan zich trekken : in dat geval moet de Regering een beslissing nemen over het punt.

Art. 17. De Minister-Presidente verdeelt onder alle andere Ministers de beroepen die haar worden bezorgd door de griffie van het Arbitragehof.

De zaak staat op de agenda van de Regering als nodig blijkt dat de Franse Gemeenschap moet optreden in de procedure.

De functioneel bevoegde Minister wijst een advocaat aan.

Art. 18. De bevoegdheid voor de gemeenschappelijke diensten van de Administratie wordt toegewezen aan de Minister van Ambtenarenzaken, onverminderd artikel 8 van het besluit van de Regering van 26 juli 2004 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 19. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 juli 1999 houdende regeling van haar werking wordt opgeheven.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 21. De Ministers worden, ieder wat hem belast, met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 augustus 2004.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Presidente,

belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,

Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,

M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,

C. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. C. FONCK